



Révision allégée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) Commune de Domancy (Haute-Savoie)

1-Additif au rapport de présentation

PLU approuvé le 3 juin 2021 par le Conseil Municipal de Domancy
Modification simplifiée n°1 approuvée le 27 juin 2024 par le Conseil Municipal de Domancy
Révision allégée n°1 prescrite le 19 mai 2025 par le Conseil Municipal de Domancy
Révision allégée n°2 prescrite le 19 mai 2025 par le Conseil Municipal de Domancy

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme est :

Monsieur le Maire
Commune de Domancy
419 Route de Létraz
74700 DOMANCY

Téléphone : (+33) 4 50 58 14 02
Fax : 04.50.91.21.11

Email : mairie@domancy.fr

Introduction	3
1. Descriptions des évolutions apportées	6
2.Exposé	9
2.1 Les caractéristiques principales du PLU	9
2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur	9
2.1.2. Choix de la procédure	9
2.2. Confortement des orientations et objectifs définies par le PADD	10
2.3. Auto-évaluation environnementale	12
2.3.1. Cadre juridique	12
2.3.2. Processus décisionnel	12
2.3.2. L'auto-évaluation environnementale	13
(a) Incidences sur l'environnement	13
b) Incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.	14
c) Incidences sur le paysage et le patrimoine	18
d) Incidences sur les ressources naturelles et la pollution	18
e) Incidences sur les risques et nuisances.	19
f) Incidences sur l'air, l'énergie, le climat	21
i) Incidences sur les déplacements.	21
2.4. Le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables	22
3. Prise en compte des documents supra-communaux	23
3.1. Compatibilité du PLU avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)	23
3.2. Compatibilité du PLU avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement et d'Egalité des Territoires (SRADDET) et prise en compte	23
3.3. Prise en compte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	24
3.4. Prise en compte du Schéma régional Climat-Air-Energie (SRCAE) et du Plan Climat Energie (PCET)	24
4. Pièces modifiées	25

Introduction

La commune de Domancy fait partie de la **Communauté de Communes du Pays du Mont Blanc en Haute-Savoie (74)**. Les communes limitrophes sont : Sallanches, Passy, Saint-Gervais-les-Bains et Combloux.

La commune a une superficie de 7,4 km². Elle compte 2236 habitants au recensement INSEE de 2020.

Domancy est **une commune attractive** sur le territoire du fait de sa position de balcon et en plaine et de sa proximité des axes routiers (Suisse-Italie-Savoie).

Elle est constituée du chef-lieu, assez dense et légèrement éloigné des principaux axes de communication et d'un nombre important de hameaux et de groupements d'habitation.

La commune dispose d'**atouts paysagers variés, de grande qualité, de vue panoramique sur la plaine** et qui constituent la silhouette identitaire de son territoire.

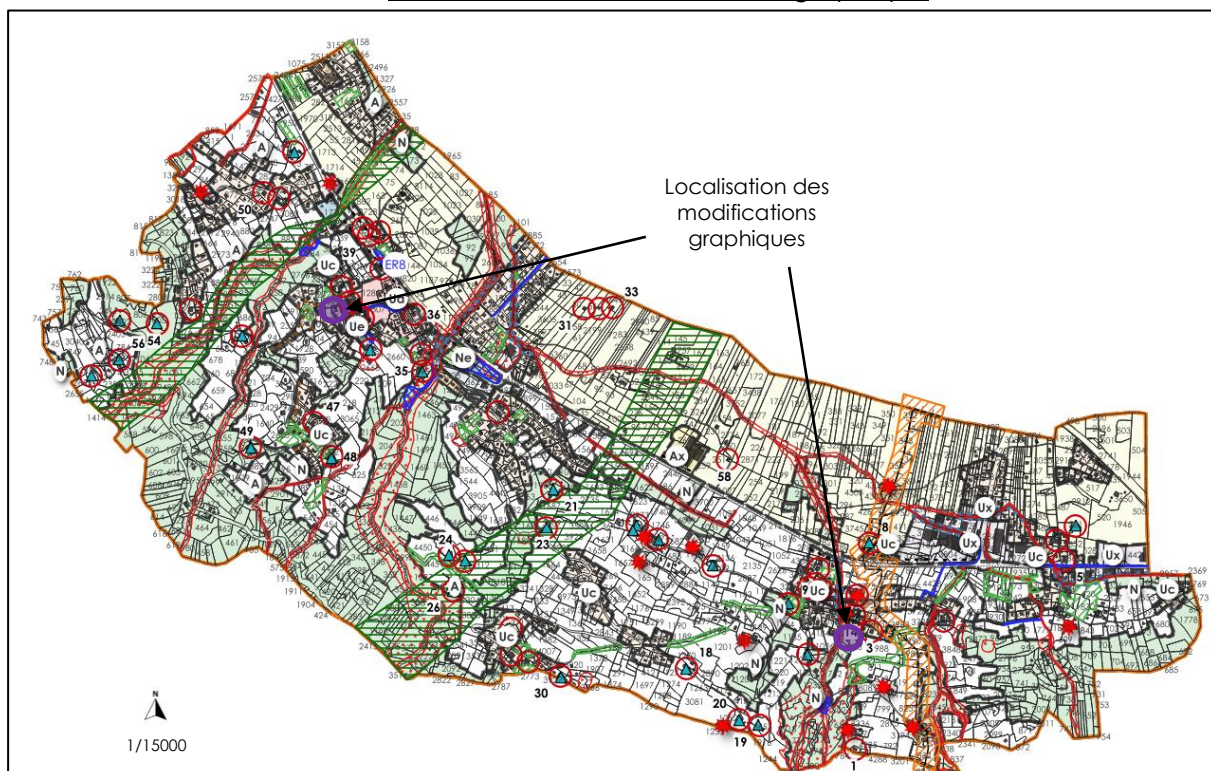
Les espaces agricoles structurent la commune que ce soit sur les coteaux ou dans la plaine agricole de l'Arve.

Par suite de l'annulation partielle de la délibération du 3 juin 2021 par laquelle le conseil municipal de la commune de Domancy a approuvé la révision générale n° 2 du plan local d'urbanisme en tant qu'elle classe la parcelle A n°2332 (TA de Grenoble, 28 janvier 2025 n°2105203) et la parcelle B n°3763 (TA de Grenoble, 12 février 2025 n°2107393) en zone naturelle. Vous trouverez les jugements en annexe de la présente notice.

Pour prendre en compte ces jugements, il est nécessaire de :

- ➔ **Classer les parcelles section A numéro 2332 et B numéro 3763 actuellement en N en Uc** comme indiqué aux points 18 et 21 du jugement n°2105203 et aux points 6 et 13 du jugement n°2107393. Ces parcelles sont déjà urbanisées.

Localisation de la modification graphique

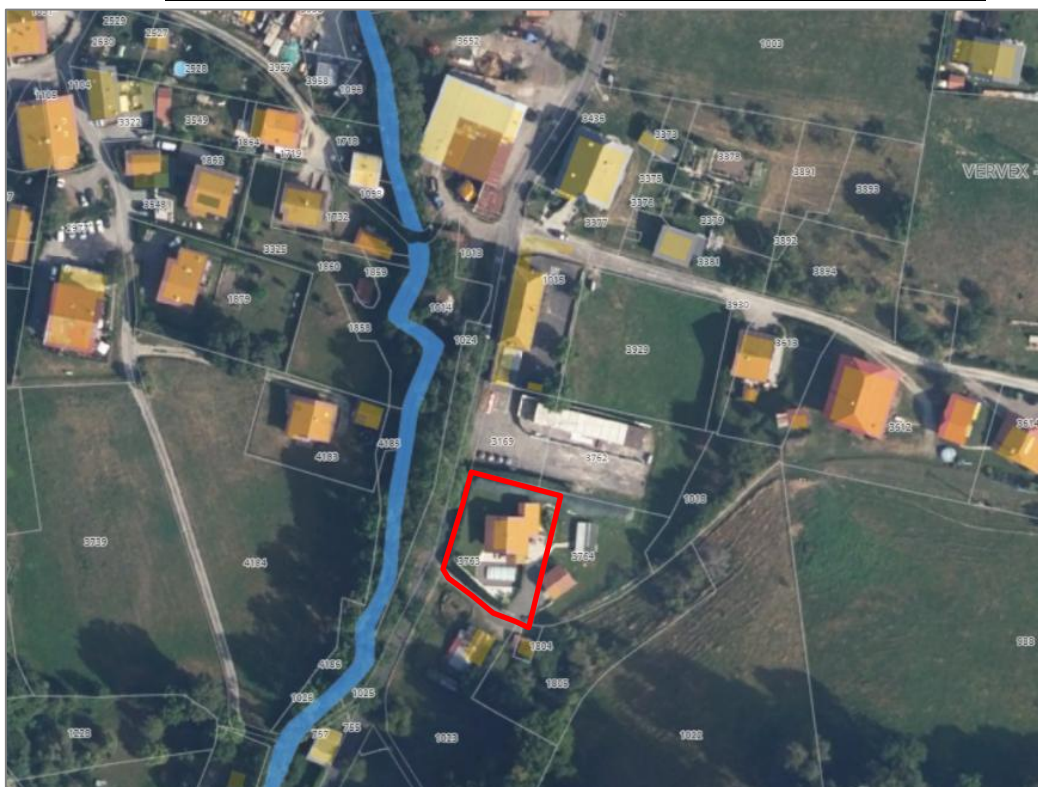


Localisation de la parcelle A n°2332 concerné par la procédure



Source : orthophoto 2023 – RGD73-74

Localisation de la parcelle B n°3763 concerné par la procédure



Source : orthophoto 2023 – RGD73-74

Le PLU de Domancy a été approuvé le 3 juin 2021. Le PLU n'avait pas été soumis à une évaluation environnementale.

Le PLU a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée approuvée le 27 juin 2024 ayant pour objet :

- D'améliorer la compréhension de certaines règles écrites et faciliter l'instruction ;
- De favoriser la prise en compte du contexte agricole, environnementale et paysager ;
- De corriger des erreurs de pastillage du bâti agricole.

Une première révision allégée a été prescrite lors du conseil municipal du 19 mai 2025 ayant pour objet :

- De prendre en compte le jugement du Tribunal administratif n°2108396 du 12 février 2025.

La présente révision allégée n°2 a été prescrite lors du conseil municipal du 19 mai 2025.

Conformément aux articles R.104-11 à R.104-14, la personne responsable du document présentement le maire de Domancy réalise un examen au cas par cas. *Vous trouverez en annexe le dossier d'examen au cas par cas ad hoc pour avis conforme.*

Le contenu de la révision allégée n°1 de Domancy a pour objet de présenter les évolutions apportées, conformément aux dispositions de l'article L153-34 du code de l'urbanisme.

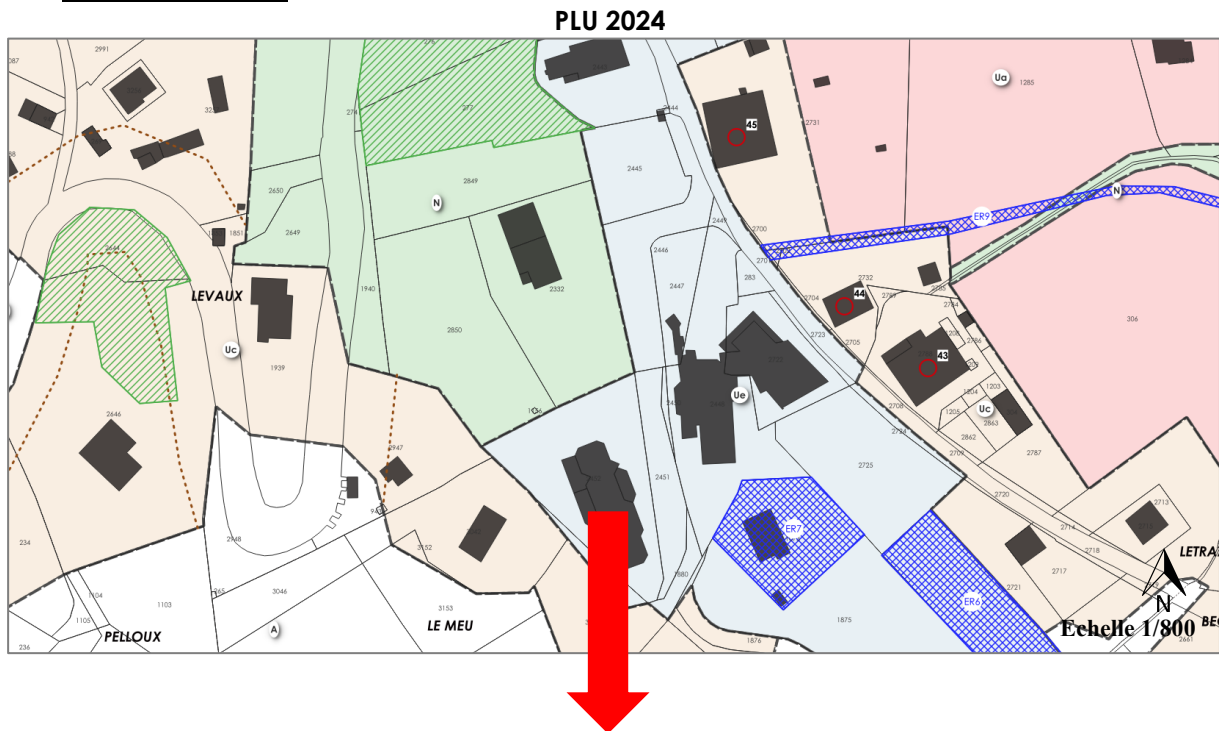
Le détail des modifications est exposé dans le chapitre suivant. Les autres pièces du PLU demeurent inchangées.

1. Descriptions des évolutions apportées

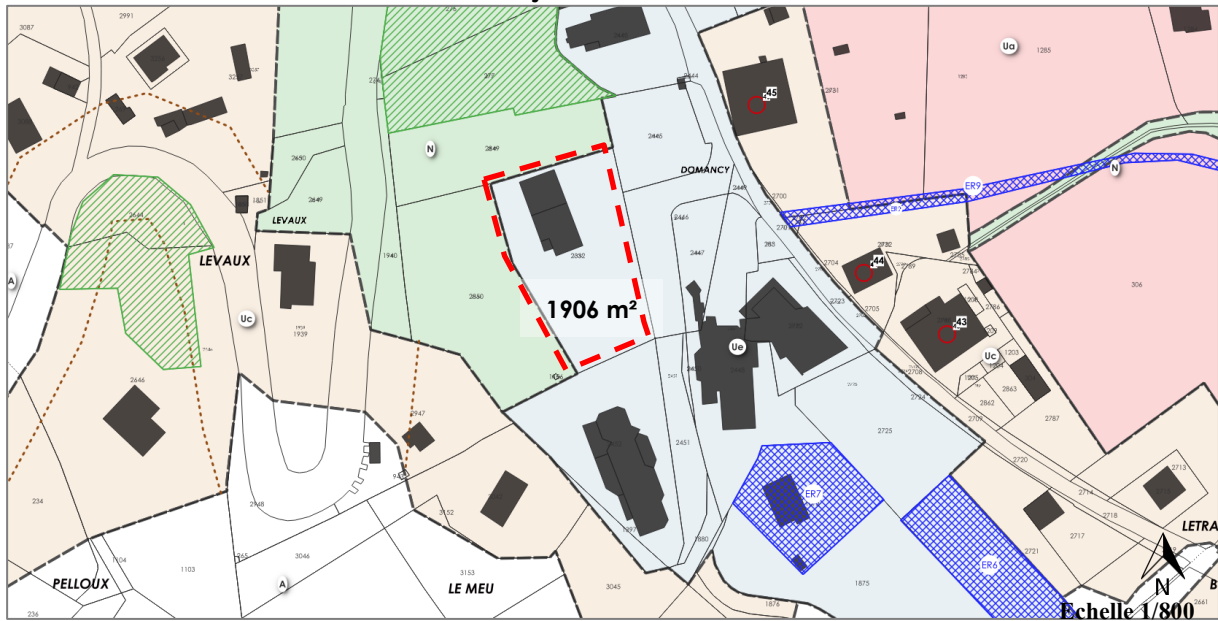
Les éléments figurant ci-dessous constituent l'exposé des motifs des modifications du PLU qui compléteront le rapport de présentation du PLU.

Le règlement graphique va être modifié pour prendre en compte les deux jugements du Tribunal administratif de Grenoble du 28 janvier 2025 n°2105203 et du 12 février 2025 n°2107393 qui consistent à **classer les parcelles section A n°2332 et section B n°3763 actuellement en zone N (zone naturelle et forestière) en Uc (zone urbaine d'habitat individuel isolé ou dense) comme indiqué aux points 18 et 21 du jugement n°2105203 et aux points 6 et 13 du jugement n°2107393.**

- Parcelle A n°2332



Projet de PLU 2025



LEGENDE

ZONES

- Ua : Secteur d'activités économiques
- Ue : Secteur d'équipements publics
- Uc : Secteur d'habitat individuel
- Ub : Secteur d'habitat individuel groupé
- Ua : Secteur d'habitat collectif dense
- N-rh : Secteur naturel concerné par une zone humide
- Ne : Secteur d'équipements publics
- N : Secteur naturel
- A-rh : Secteur agricole concerné par une zone humide
- A : zone agricole
- 1Aub : Secteur à urbaniser
- An : zone agricole protégée
- Uk : Secteur du camping
- Ar : secteur d'activité économique au sein de la zone agricole

PRESCRIPTIONS PONCTUELLES

- BATIMENT D'ELEVAGE POUVANT GENERER UNE REGLE DE RECIPROCITE
- BATIMENT D'INTERET PATRIMONIAL PROTEGE AU TITRE DE L'ARTICLE L151-19 DU CODE DE L'URBANISME AVEC NUMERO D'INVENTAIRE (CF RAPPORT DE PRESENTATION)
- BATIMENT POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN CHANGEMENT DE DESTINATION

PRESCRIPTIONS SURFACIQUES

- CORRIDOR ECOLOGIQUE
- ESPACES PAYSAGERS REMARQUABLES PROTEGE AU TITRE DE L'ARTICLE L151-19 DU CODE DE L'URBANISME
- EMPLACEMENT RESERVE
- SECTEUR SOUMIS A RISQUES INDUITS PAR LES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ (45 METRES DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE DE LA CANALISATION)

PRESCRIPTIONS LINEAIRES

- CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ
- MARGE DE RECUL DE 10 METRES
- MARGE DE RECUL DE 18 METRES
- MARGE DE RECUL DE 25 METRES

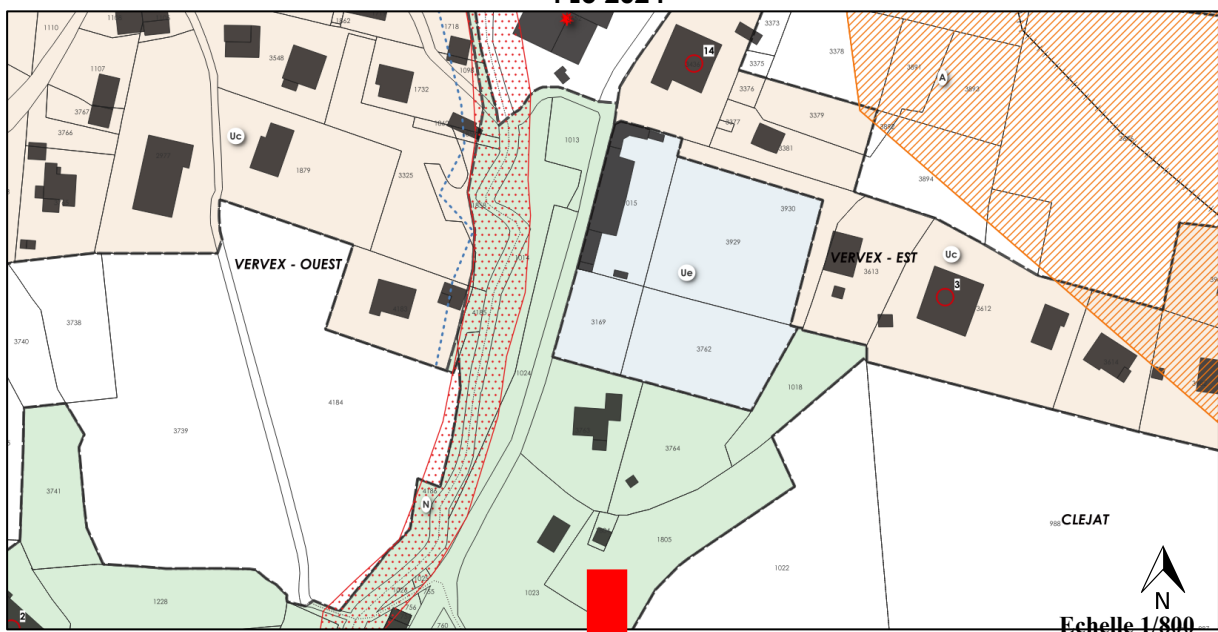
RISQUES NATURELS

- SECTEURS CONCERNES PAR LES RISQUES NATURELS D'ALEAS FORT (POUR INFORMATION)

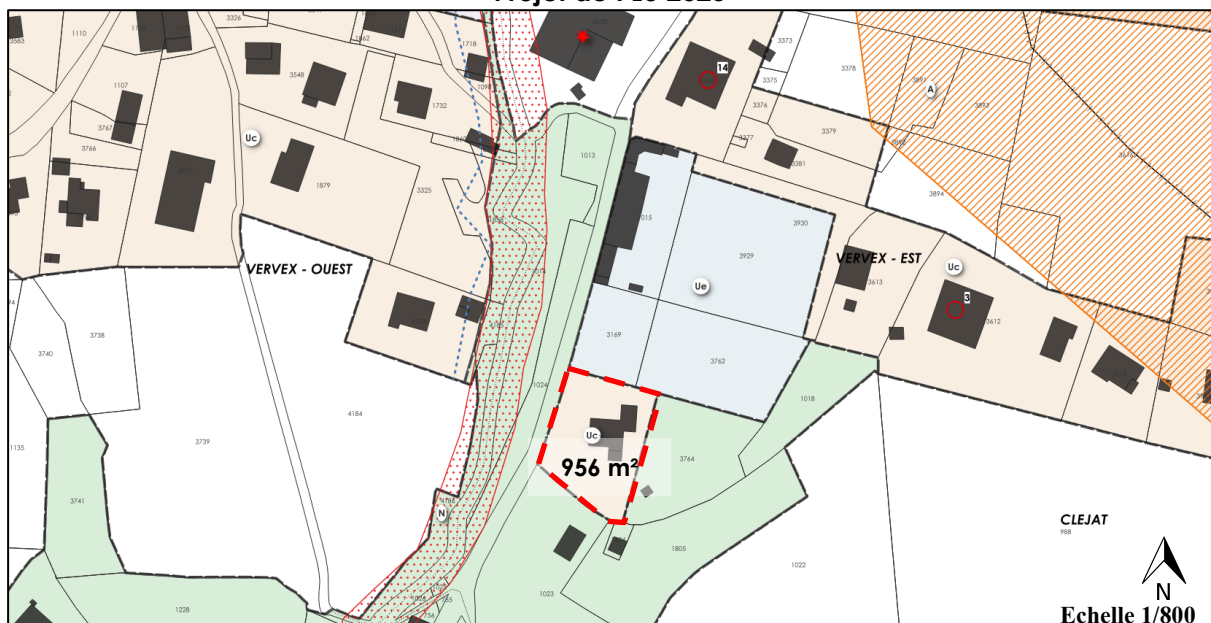
La surface modifiée est de 1906 m².

- Parcelle B n°3763

PLU 2024



Projet de PLU 2025



LEGENDE

ZONES

- Ux : Secteur d'activités économiques
- Ue : Secteur d'équipements publics
- Uc : Secteur d'habitat individuel
- Ua : Secteur d'habitat individuel groupé
- Ua : Secteur d'habitat collectif dense
- N-zh : Secteur naturel concerné par une zone humide
- Ne : Secteur d'équipements publics
- N : Secteur naturel
- A-zh : Secteur agricole concerné par une zone humide
- A : zone agricole
- 1Aub : Secteur à urbaniser
- An : zone agricole protégée
- Uc : Secteur du camping
- Ae : secteur d'activité économique au sein de la zone agricole

PRESCRIPTIONS PONCTUELLES

- BÂTIMENT D'ÉLEVAGE POUVANT GÉNÉRER UNE RÈGLE DE RÉCIPROCITÉ
- BÂTIMENT D'INTÉRÊT PATRIMONIAL PROTÉGÉ AU TITRE DE L'ARTICLE L151-19 DU CODE DE L'URBANISME AVEC NUMÉRO D'INVENTAIRE (CF RAPPORT DE PRÉSENTATION)
- ▲ BÂTIMENT POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN CHANGEMENT DE DESTINATION

PRESCRIPTIONS SURFACIQUES

- CORRIDOR ÉCOLOGIQUE
- ESPACES PAYSAGERS REMARQUABLES PROTÉGÉS AU TITRE DE L'ARTICLE L151-19 DU CODE DE L'URBANISME
- EMPLACEMENT RÉSERVE
- SECTEURS SOUMIS À RISQUES INDUITS PAR LES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ (45 MÈTRES DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE DE LA CANALISATION)

PRESCRIPTIONS LINÉAIRES

- CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ
- MARGE DE RECOIL DE 10 MÈTRES
- MARGE DE RECOIL DE 18 MÈTRES
- MARGE DE RECOIL DE 25 MÈTRES

RISQUES NATURELS

- SECTEURS CONCERNÉS PAR LES RISQUES NATURELS D'ALÉAS FORT (POUR INFORMATION)

La surface modifiée est de 956 m².

2.Exposé

2.1 LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PLU

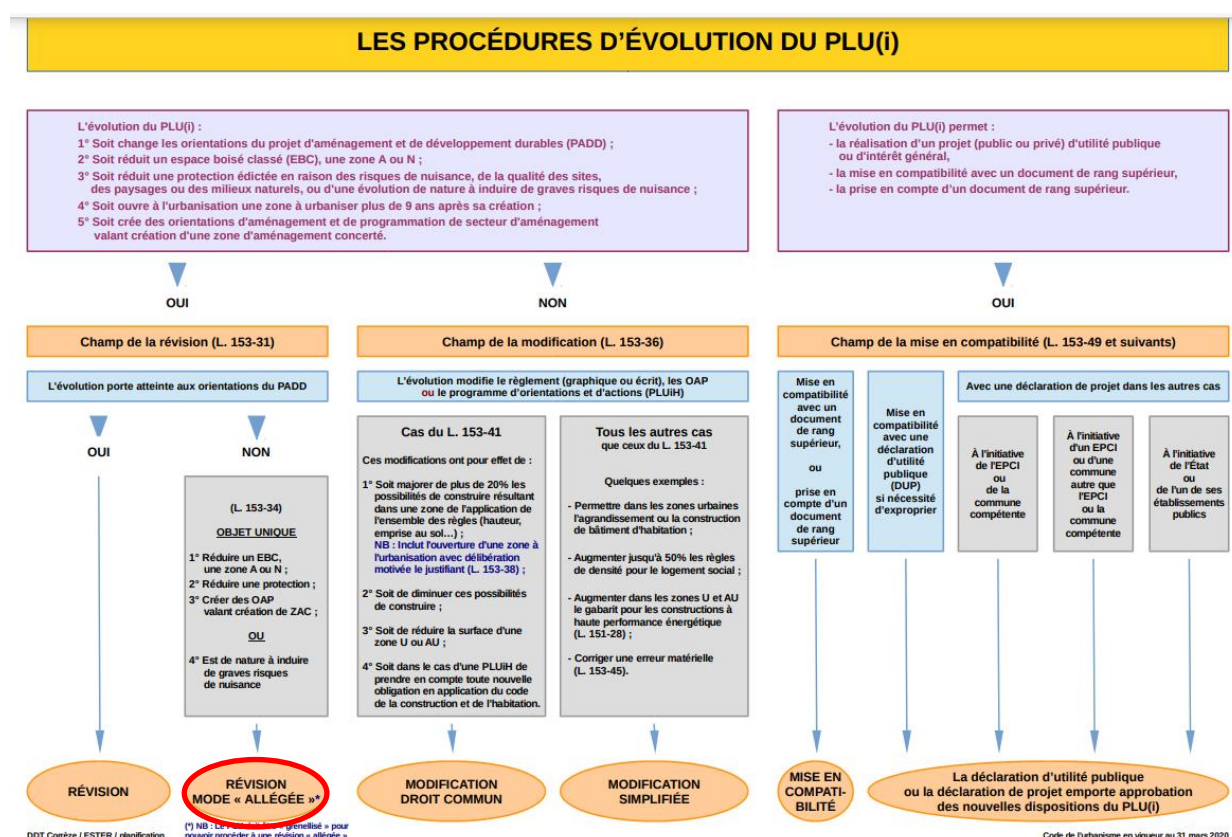
2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur

Le PLU de Domancy a été approuvé le 6 juin 2021.
Le PLU a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée approuvée le 27 juin 2024.
Une première révision allégée a été prescrite lors du conseil municipal du 19 mai 2025.

L'objectif de la procédure est de prendre en compte les deux jugements du Tribunal administratif de Grenoble du 28 janvier 2025 n°2105203 et du 12 février 2025 n°2107393 qui consistent à **classer les parcelles section A n°2332 de 1906 m² et section B n°3763 de 956 m² actuellement en zone naturelle en zone urbanisable.**

2.1.2. Choix de la procédure

Le schéma ci-après, synthétise les différentes procédures de révision ou de modification des PLU, pouvant être prescrites, en fonction de la nature et de l'évolution souhaitée par la commune.



La présente révision allégée du PLU s'inscrit dans le champ d'application de l'article L153-34 du code de l'urbanisme.

Ainsi, la disposition proposée respecte strictement les conditions fixées pour la réalisation d'une révision allégée du document d'urbanisme, à savoir qu'elle :

- **Ne porte pas atteinte à l'économie du plan ;**
- **N'a pas pour effet de changer les orientations définies dans le PADD,**
- **a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;**
- **a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels**
- **a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;**
- **est de nature à induire de graves risques de nuisance.**

→ **La disposition proposée modifie uniquement le règlement graphique et relève du champ de la révision allégée codifiée aux articles L153-34 du CU.**

La procédure a été engagée à l'initiative de Monsieur le Maire qui a établi le projet de révision allégée n° 2 lors du conseil municipal du 19 mai 2025 par délibération n°DEL2025-039-DE.

Les modalités de concertation avec la population ont été définies comme suit :

- Mise à disposition en Mairie d'un document de présentation sur le site de la commune et en mairie ;
- Mise à disposition en Mairie d'un registre dédié aux observations du public pendant la durée de la concertation.

Il est précisé que la procédure fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme envoyé le xx/xx/2025

2.2. CONFORTEMENT DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DEFINIES PAR LE PADD

L'objectif de la municipalité est de faciliter les projets, tout en prenant en compte la préservation des espaces naturels et agricoles et en répondant aux objectifs poursuivis dans le PADD.

Les orientations du PADD se déclinent en 3 axes :

1/ Conserver le caractère rural de la commune.

- Ralentir la croissance démographique et le rythme de construction.
- Conserver la trame paysagère à l'intérieur des périmètres urbanisés.
- Adapter la densité et les formes urbaines au caractère du village.
- Préserver les espaces agricoles.

2/ Conforter la vie locale.

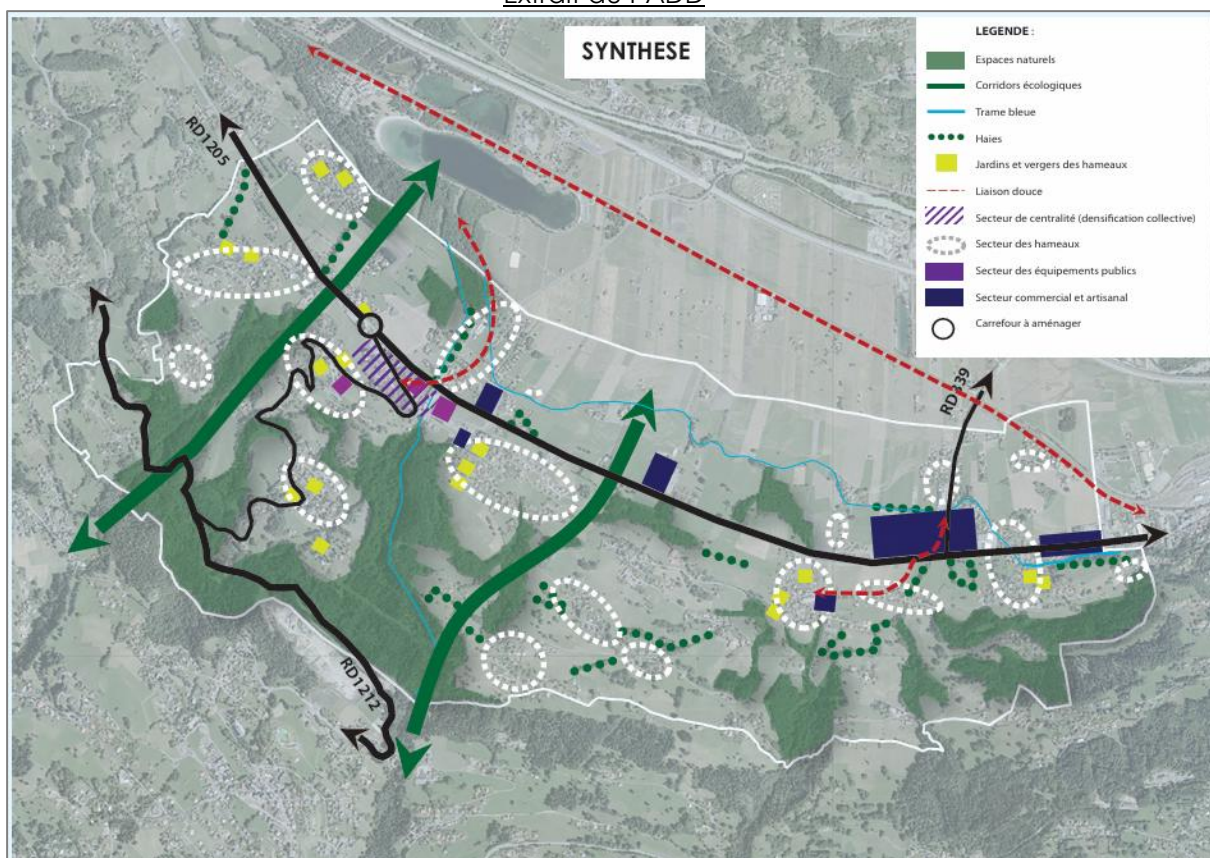
- Prévoir des équipements et services publics adaptés à la taille et à l'évolution de la population.
- Pérenniser les activités artisanales et commerciales

3/ Engager la commune dans une démarche de développement durable.

- Protéger et valoriser les sites à valeur écologique et patrimoniale.

- Promouvoir des modes d'habitat, des déplacements et des aménagements allant dans le sens d'une maîtrise de la consommation d'énergie.

Extrait du PADD



La modification du règlement graphique consiste **uniquement en la prise en compte deux jugements du Tribunal administratif de Grenoble** du 28 janvier 2025 n°2105203 et du 12 février 2025 n°2107393 qui consistent à **classer les parcelles section A n°2332 et section B n°3763 actuellement en zone N (zone naturelle et forestière) en Uc (zone urbaine d'habitat individuel isolé ou dense) comme indiqué aux points du jugement n°2105203 et aux points 6 et 13 du jugement n°2107393.**

Il ressort des conclusions en annulation des jugements du Tribunal administratif n°2105203 en points 18 et 21 et n°2107393 en points 6 et 13 que les parcelles A n°2332 et section B n°3763 seront classées en Uc soit 2 862 m² au total.

Extrait du jugement n°2105203:

[...] la parcelle cadastrée à la section A n° 2332, d'une surface de 1 906 m² selon le titre de propriété, est une parcelle construite. Bien que jouxtant les parcelles mentionnées au point précédent, elle se situe en bordure d'une zone urbaine selon le règlement graphique, le long d'une voie publique et à proximité de parcelles construites. Artificialisée, elle ne présente pas de caractère naturel. **Par ses caractéristiques et sa localisation, elle s'intègre à l'enveloppe urbaine.** Dans ces conditions, les requérants sont fondés à soutenir que le classement de cette parcelle en zone naturelle est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation et à demander l'annulation de la délibération du 3 juin 2021 dans cette seule mesure.

Extrait du jugement n°2107393:

[...] la parcelle cadastrée à la section B n° 3763 est une parcelle construite, voisine de la zone Ue, telle que représentée dans le règlement graphique et se situe dans le prolongement d'un groupe d'au moins 5 constructions insérées dans les zones Uc et Ue. La parcelle est artificialisée.

Par ces caractéristiques, **elle s'insère dans la zone urbaine et ne présente pas de caractère naturel.**

→ **La prise en compte du jugement ne remet pas en question les orientations du PADD étant donné que ces parcelles sont déjà urbanisées.**

2.3. AUTO-EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2.3.1. Cadre juridique

Une auto-évaluation expose une préévaluation dans l'annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas ad hoc pour avis conforme, dossier d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable puis transmis à l'autorité environnementale (R104-33, R104-34 et R104-35 CU et arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire du dossier). Y seront détaillées par la commune les « raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 du Code de l'urbanisme : CU). Un tel exposé est « proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée » (R104-34 CU).

Dans le cas d'une révision allégée de PLU, la soumission à EE peut relever de trois dispositifs : automatique, au cas par cas volontaire ou au cas par cas par avis conforme. Le dispositif d'EE qui s'impose relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU.

2.3.2. Processus décisionnel

Critère 1/ La commune de Domancy ne contribue pas à un site Natura 2000.

→ Le projet de de révision allégée ne satisfaisant pas le critère n° 1, il n'est donc pas soumis au dispositif d'évaluation environnementale automatique (EE automatique).

Il convient de passer au critère n° 2.

Critère 2/ L'objectif de la modification est de classer en Uc deux parcelles construites de 1906 m² et 956 m² actuellement en N suite à une décision du Tribunal Administratif.

→ **Les modifications suivantes n'entraînent pas les mêmes effets qu'une révision.** Il convient de passer au critère n°3.

3/ Il faut donc réaliser une pré-évaluation environnementale pour déterminer si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

La modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Domancy en 2024 portant sur l'amélioration de la compréhension de certaines règles écrites et faciliter l'instruction, la prise en compte du contexte agricole, environnementale et paysager et la correction des erreurs de pastillage du bâti agricole a fait l'objet **d'un examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme n° d'enregistrement : 2023-ARA-AvisConforme-3290. La décision motivée prise le 28 décembre 2023, n'a pas soumis à évaluation environnementale le projet de modification simplifiée.**

Une visite sur site a eu lieu en mars 2025 afin de constater le changement et d'évaluer son impact.

→ Une pré-évaluation environnementale va être réalisée pour répondre à la question des R104-12 et R104-34 CU : le projet de révision allégée n°2 est-il susceptible « d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE » ?

2.3.2. L'auto-évaluation environnementale

(a) Incidences sur l'environnement

→ Les ZNIEFF

Le territoire est concerné par les ZNIEFF de type 1 et 2 « Ensemble de prairies naturelles sèches des Granges de Passy et ancienne gravière de l'Arve » et « ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes ».

Carte des ZNIEFF 1 et 2



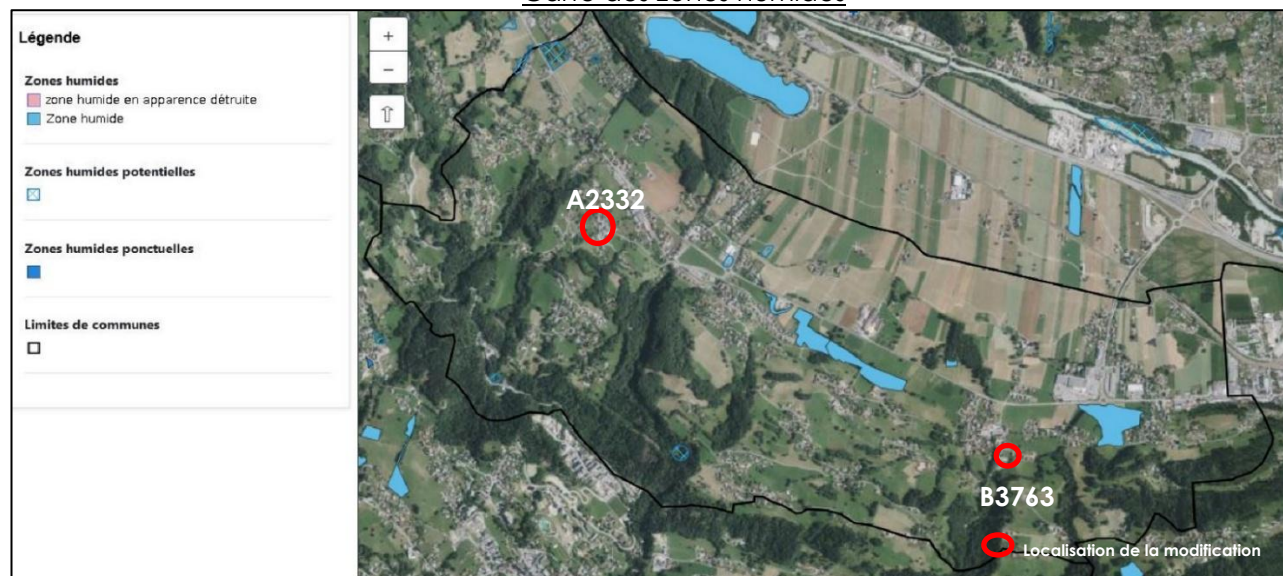
Source : Rapport de présentation du PLU approuvé.

→ La modification n'a pas d'incidence sur les milieux naturels du territoire. En effet, la modification du règlement graphique porte sur deux parcelles considérées dans l'enveloppe urbaine et déjà construites qui n'ont pas d'incidences sur ces milieux.

→ Incidences sur les zones humides

Les parcelles objets de la modification du règlement graphique ne se situent pas à proximité d'une zone humide.

Carte des zones humides

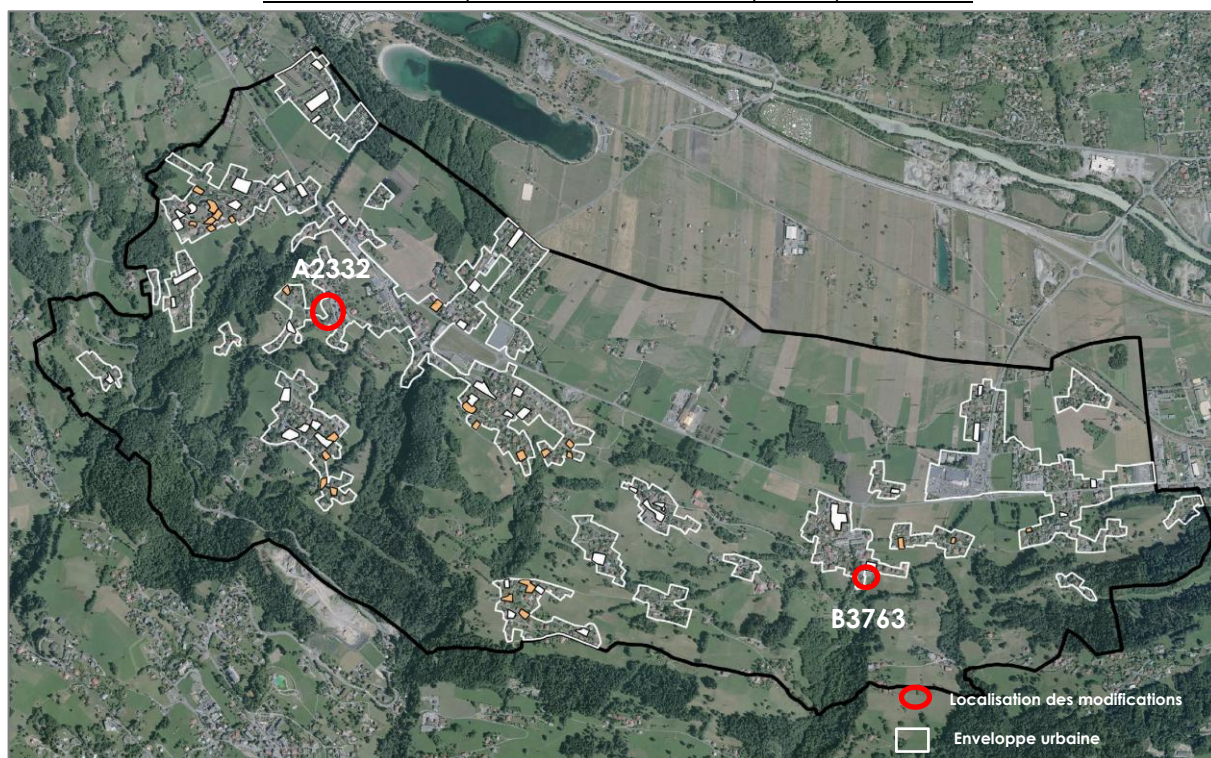


Source : Rapport de présentation du PLU approuvé.

→ **La modification du règlement graphique n'a pas d'incidence sur les zones humides du territoire puisque les parcelles objets de la modification ne sont pas dans le périmètre d'une zone humide.**

b) Incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Localisation des parcelles concernées par la procédure



Source : Rapport de présentation du PLU approuvé.

La parcelle A n°2332 est une parcelle occupée par un bâtiment qui se situe en bordure d'une zone urbaine au chef-lieu, le long du parking public et à proximité directes de l'église et des écoles.

Elle est artificialisée.

Elle ne présente pas de caractère naturel.

Par ses caractéristiques et sa localisation, **elle s'intègre à l'enveloppe urbaine.**

Plan de situation



Sources : google earth 2023

Construction présente sur la parcelle A n°2332



Source : google earth 2021

La parcelle B n°3763 est occupée par une maison individuelle.

Elle se situe à proximité du parking de l'ancienne école du Vervex dans le prolongement d'un groupe d'au moins 5 constructions insérées dans les zones Uc et Ue.

La parcelle est artificialisée.

Par ces caractéristiques, **elle s'insère dans la zone urbaine et ne présente pas de caractère naturel.**

Plan de situation



Sources : google earth 2023

Construction présente sur la parcelle B n°3763



Source : google earth 2019

Deux parcelles de 2862 m² au total seront classées en Uc soit une augmentation de 0,25% de la zone urbaine.

Cette surface n'a pas de caractère naturel étant construite avant l'arrêt du PLU approuvé.

Cette surface représente 0,14% des surfaces classées en naturel sur la commune.

Le règlement de la zone Uc permet de gérer les limites séparatives avec les espaces naturels afin de limiter l'usage des terres agricoles et naturelles comme jardin d'agrément et favoriser la préservation des franges entre la zone urbaine et la zone naturelle.

→ **La modification mineure du règlement graphique permet de répondre aux deux jugements du Tribunal Administratif.**

Ce classement est cohérent avec l'une des orientations du PADD qui tend à la réduction de la consommation d'espace et à la lutte contre l'étalement urbain.

Il n'y a pas de risque que le projet présente des effets notables la consommation d'espace naturel, agricole et forestier. Cette modification consomme une surface minime d'espace naturel.

c) Incidences sur le paysage et le patrimoine

La parcelle A n°2332 se situe au cœur du village à proximité directe de l'église, de l'école et du parking public. Il s'agit d'un bâtiment existant.

La parcelle B n°3763 se situe dans le hameau de Vervex, le long de la route de Lardin dans la continuité de l'ancienne école élémentaire.

Il s'agit d'une maison individuelle existante.

Le classement en zone Uc permet de corriger une erreur manifeste d'appréciation. Ce règlement correspond à la situation desdites parcelles qui sont en zone urbaine d'habitat individuel isolé ou dense. Le règlement accompagne l'évolution des bâtis.

→ **La modification mineure du règlement graphique permet de répondre au jugement du Tribunal Administratif.**

Il n'y a pas de risque que le projet ne présente pas d'incidence notable sur le paysage et le patrimoine.

d) Incidences sur les ressources naturelles et la pollution

La modification du règlement graphique pour prendre en compte la décision du jugement du Tribunal Administratif va permettre :

- la régularisation de deux tenements de 2862 m² au total,
- comprenant des habitations,
- dans des secteurs déjà urbanisés à proximité d'équipements publics,
- raccordé aux réseaux.

Les constructions étaient existantes lors de l'élaboration de la révision générale n°2. L'adéquation du développement inhérent au PLU avec les ressources disponibles en eau potable et avec les capacités d'assainissement a été étudiée et vérifiée.

Le règlement écrit de la zone Uc définit des dispositions relatives à l'assainissement, l'eau potable et la gestion des eaux pluviales.

→ **L'incidence de la modification sur la gestion des eaux pluviales, l'eau potable, l'assainissement et les déchets ainsi que la qualité de l'air est inexistante puisque les constructions sont existantes et qu'il ne s'agit que d'une modification mineure du règlement graphique.**

e) Incidences sur les risques et nuisances.

Les risques technologies

Extrait du rapport de présentation :

Transport de matières dangereuses (TMD) routier

Le transport routier assure les 2/3 du tonnage des matières dangereuses transportées, le risque TMD (tout mode de transport confondu) est un risque diffus sur le territoire et l'ensemble de la population y est exposé, notamment dans les zones urbanisées.

Le transport de matières dangereuses s'effectue principalement sur les RD1212 et 1205 sur la commune de Domancy.

Transport de matières dangereuses (TMD) par canalisation

Le gazoduc Passy-Saint Gervais les Bains appartenant à GRT France, transportant du gaz naturel (diamètre 150 mm), traverse l'est de commune de Domancy.

Cette canalisation a été déclarée d'utilité publique par Arrêté Ministériel du 9 février 2000 et a été classée en servitude d'utilité publique.

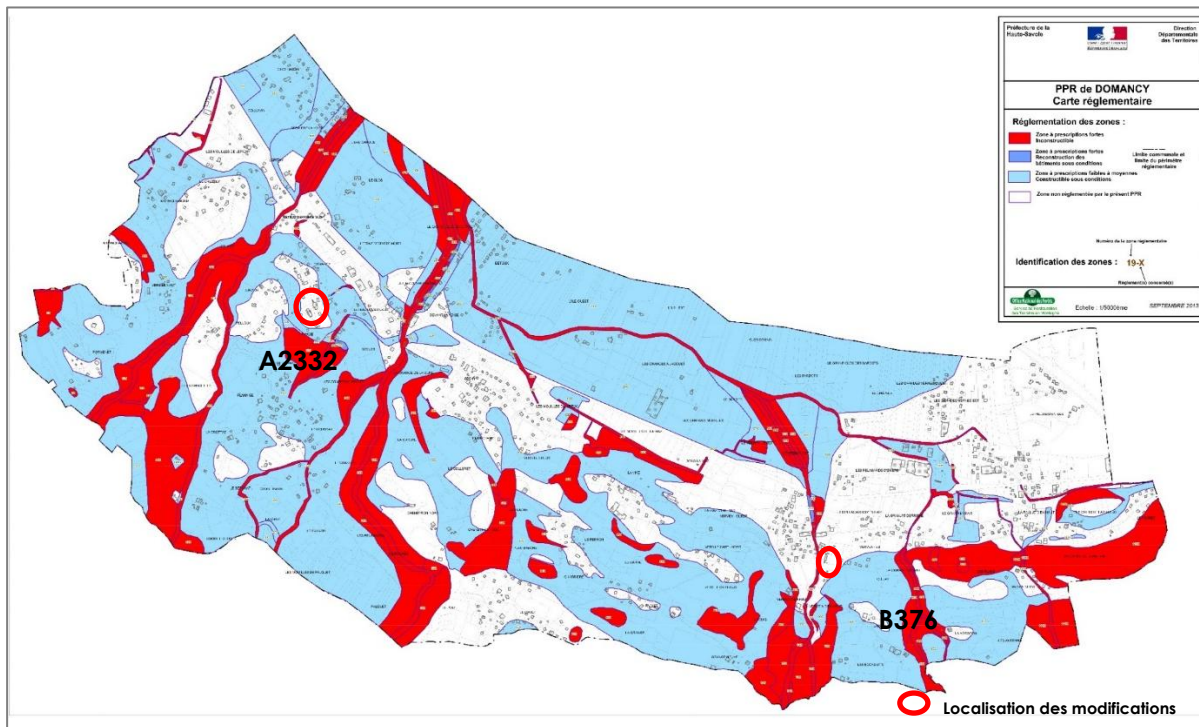
Celle-ci entraîne l'instauration d'une bande inconstructible de 6 mètres de large (4m à droite et 2 m à gauche de l'axe de la canalisation en allant du poste de Passy vers Saint Gervais les Bains) ou les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 mètre sont interdites.

Site industriel

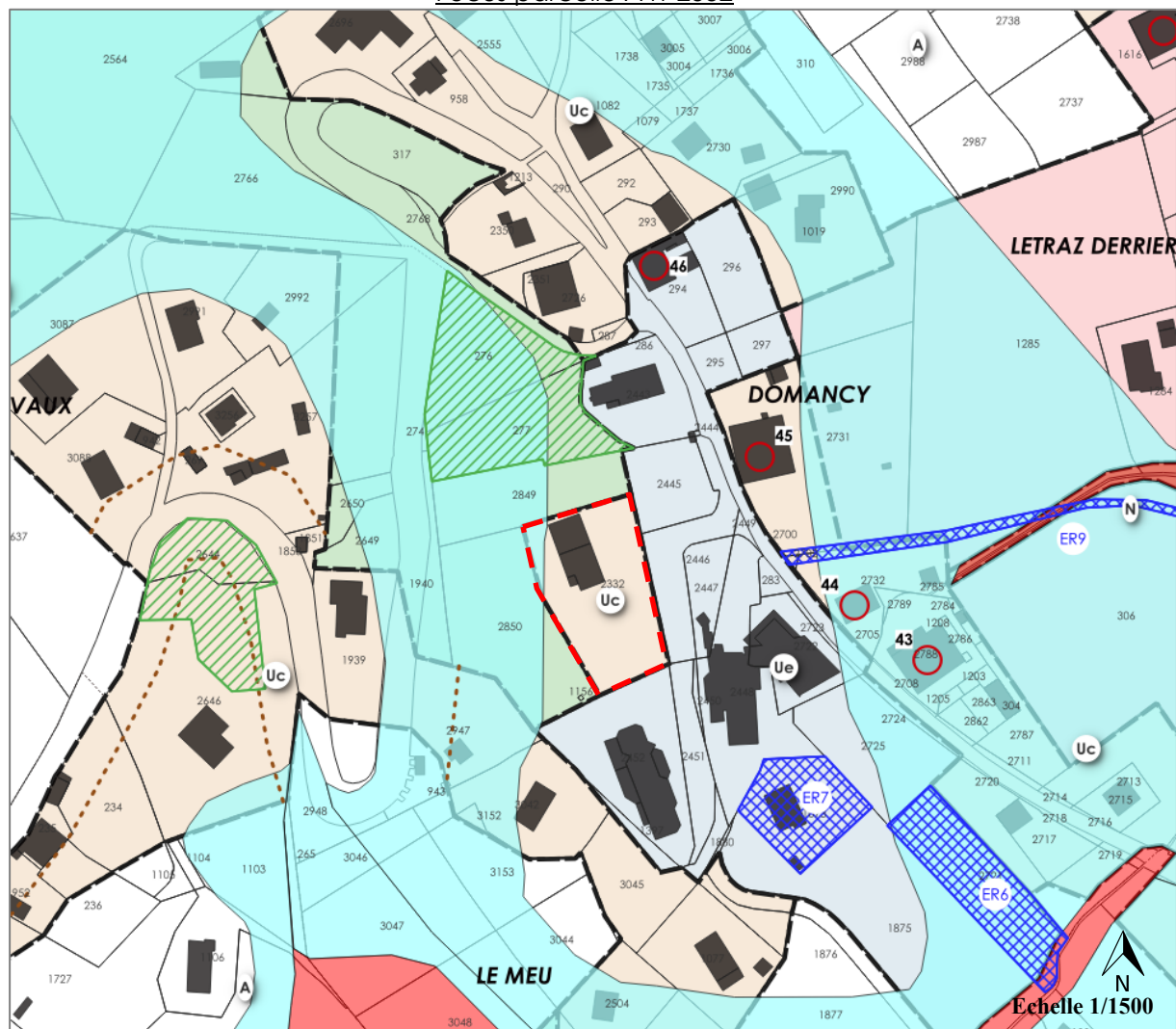
Domancy enregistre sur son territoire une installation classée pour la protection de l'environnement non SEVESO : chalets Grosset Janin

Les risques naturels

Le territoire est étudié par le PPRN approuvé le 16 octobre 2013 concernant les risques de mouvements de terrain, inondations, terrains hydromorphes et retraits-gonflement des argiles.

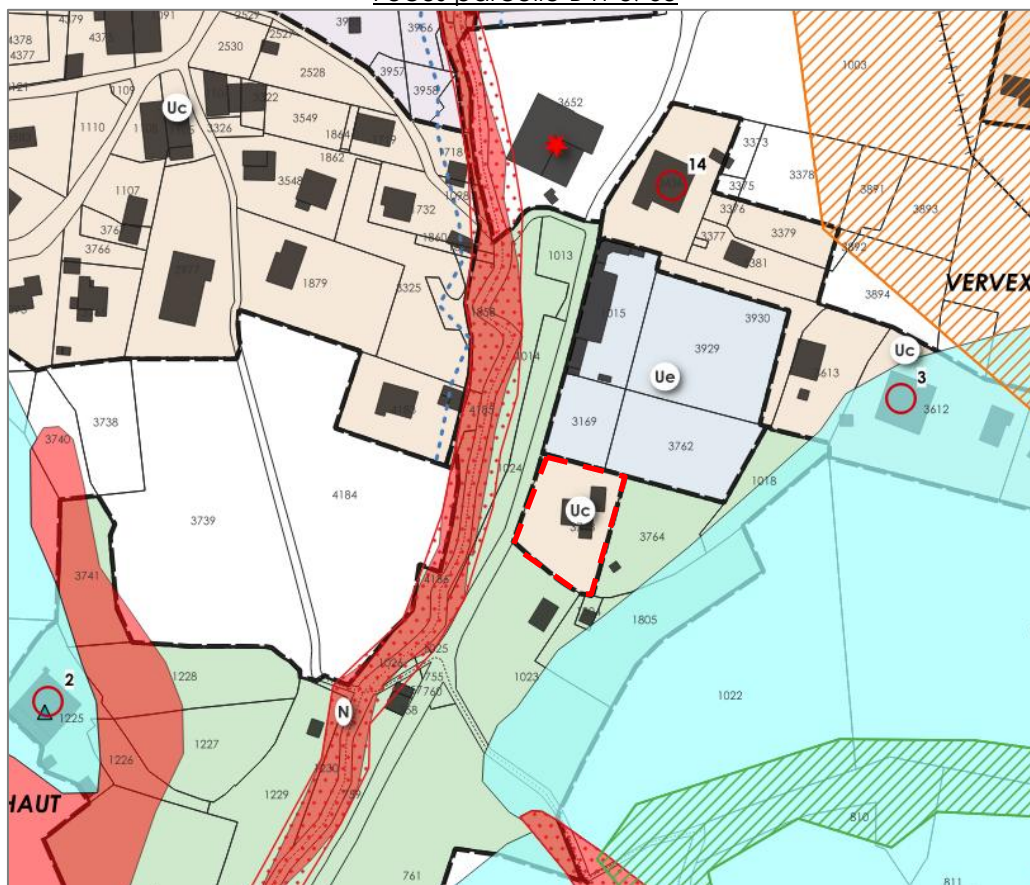


Focus parcelle A n°2332



Une partie de la parcelle au Nord Est (environ 100 m²) est constructible sous condition étant donné qu'elle est classée en zone bleue : zone à prescriptions faibles à moyennes.

Focus parcelle B n°3763



La parcelle n'est pas soumise aux risques.

→ La modification du règlement graphique n'a pas d'incidence sur les risques naturels ou technologiques.

f) Incidences sur l'air, l'énergie, le climat.

La modification du règlement graphique pour prendre en compte les jugements du Tribunal Administratif permet le classement en Uc de deux parcelles déjà construites. Ces constructions existantes n'ont pas d'impact sur la qualité de l'air, la consommation énergétique ou le réchauffement climatique.

- L'incidence de la modification du règlement graphique sur l'air et l'énergie est négligeable.
- L'incidence de la modification du règlement graphique est négligeable sur le climat. En effet, la présente révision allégée n'a pas d'effets sur les paramètres du changement climatique.

i) Incidences sur les déplacements.

Les constructions étant existantes, le flux de déplacement n'est pas impacté.

- L'incidence de la modification du règlement graphique sur les déplacements est inexistante. L'évolution réglementaire ne génère pas de déplacements supplémentaires par l'ouverture à l'urbanisation ou l'installation d'activités supplémentaire par rapport à ce qui était pris en compte au PLU approuvé.

2.4. LE PROJET N'EST PAS SUSCEPTIBLE D'AVOIR DES INCIDENCES NOTABLES

→ Le projet de révision allégée n° 2 du PLU de Domancy n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

Par conséquent, il a été décidé que la personne publique responsable transmette un dossier d'examen au cas par cas ad hoc pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant l'auto-évaluation que constitue cette présente étude.

3. Prise en compte des documents supra-communaux

Il s'agit ici de s'assurer de la bonne articulation de la révision allégée n°1 du PLU avec les plans et programmes supra-communaux avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

Les orientations du PLU sont croisées avec les orientations environnementales des plans et programmes suivants :

- Le SDAGE Rhône Méditerranée (objectif de compatibilité)
- Le SRADDET (objectif de compatibilité et de prise en compte)
- Le SRCE de la région Auvergne Rhône-Alpes (Objectif de prise en compte)
- Le SRCAE et PCET (Objectif de prise en compte)

→ **L'unique modification apportée au PLU pour prendre en compte la décision du jugement du Tribunal Administratif de Grenoble est cohérente avec l'ensemble des orientations du PLU et les orientations de ces documents.**

3.1. COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Le PLU s'inscrit dans le bassin Rhône Méditerranée qui fait l'objet d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Le SDAGE 2016-2021 est entré en vigueur le 21 décembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux. Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que les objectifs de qualité à atteindre.

Le projet de révision allégée n°2 ne remet pas en question le SDAGE étant donné que les différentes mesures importantes adoptées par le PLU 2021 ne sont pas concernées. La compatibilité avec les orientations du SDAGE lors de l'élaboration du PLU a été démontrée.

→ **Le projet de révision allégée est compatible avec le SDAGE.**

3.2. COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) ET PRISE EN COMPTE

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région pour 11 thématiques:

Aménagement

- équilibre et égalité des territoires,

- implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional
- désenclavement des territoires ruraux,
- habitat,
- gestion économe de l'espace,

Transport

- intermodalité et développement des transports,

Environnement et énergie

- maîtrise et valorisation de l'énergie
- lutte contre le changement climatique
- pollution de l'air
- protection et restauration de la biodiversité,
- prévention et gestion des déchets

Le PLU doit :

- prendre en compte les objectifs du SRADDET
- être compatible avec les règles du SRADDET

Le 10 octobre 2022, la modification du SRADDET d'Auvergne-Rhône-Alpes est soumise à déclaration d'intention. Depuis l'adoption du SRADDET, plusieurs dispositions législatives et réglementaires ont été prises, qui présentent un impact sur le schéma et conduisent à engager sa modification.

Le projet de révision allégée n°2 ne remet pas en question le SRADDET approuvé en 2020 étant donné que les différentes mesures importantes adoptées par le PLU 2021 ne sont pas concernées.

→ **Le projet de révision allégée n°2 n'a pas d'incidence sur les objectifs et les règles du SRADDET approuvé en 2021.**

3.3. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

La prise en compte des orientations du SRCE lors de l'élaboration du PLU a été démontrée. Le tènement objet de la procédure ne se situe pas dans un réservoir de biodiversité à préserver.

→ **Le projet de révision allégée n°2 ne concerne pas ces orientations et prend donc en compte le SRCE.**

3.4. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT-AIR-ENERGIE (SRCAE) ET DU PLAN CLIMAT ENERGIE (PCET)

Le Schéma régional Climat-Air-Energie (SRCAE) a été approuvé le 24 avril 2014 à l'échelle de la région Rhône-Alpes, il définit les orientations et les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des filières d'énergies renouvelables et d'adaptation aux changements climatiques.

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2019-2024, formalise à l'échelle du Pays du Mont Blanc la stratégie et le plan d'actions pour le climat en s'intégrant aux autres réflexions environnementales et de développement durable pour améliorer la qualité de l'air, réussir la transition énergétique et réduire les impacts négatifs du réchauffement climatique.

Le projet de révision allégée n°2 conforte les objectifs de lutte contre le changement climatique, principalement en affirmant le développement à proximité des équipements pour

réduire les déplacements et en faisant le choix de s'orienter vers des formes d'habitat plus denses et en participant à la transition énergétique qui permettra de réduire les consommations pour le chauffage.

→ **Le projet de révision allégée prend en compte le SRCAE et le PCAET.**

4. Pièces modifiées

Documents écrits :

- Règlement graphique

La pièce complète modifiée sera fournie lors du dossier d'approbation.